



**HAL**  
open science

# North West Cape au coeur du réseau stratégique américain : Des communications navales dans l’océan Indien (1963-1993)

Jérôme Dorvidal

► **To cite this version:**

Jérôme Dorvidal. North West Cape au coeur du réseau stratégique américain : Des communications navales dans l’océan Indien (1963-1993). *Revue historique de l’océan Indien*, 2018, Routes, Flux et Réseaux en Indianocéanie Du VIIIe siècle à nos jours, 15, pp.192-201. hal-03249782

**HAL Id: hal-03249782**

**<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03249782v1>**

Submitted on 4 Jun 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

***North West Cape* au cœur du réseau stratégique américain  
Des communications navales dans l'océan Indien (1963-1993)**

Jérôme Dorvidal  
Chercheur Associé au CRESOI  
Université de La Réunion

Internet, réseau, network, flux... des mots devenus coutumiers à la fin du XX<sup>e</sup> siècle pour les populations civiles de l'océan Indien qui ont appris à les employer au quotidien dans un usage domestique. Mais il y a un soixante ans, au cœur de la Guerre froide, les nouvelles techniques de communication intéressaient d'abord les experts militaires américains et les hommes politiques australiens... et l'océan Indien prenait une nouvelle dimension stratégique à leurs yeux. A la fin des années cinquante, il ne s'agissait pas encore d'établir un réseau de communication militaire à l'aide des satellites, mais d'émettre des transmissions radiophoniques à basses fréquences (*Very Low Frequency*) à destination des sous-marins américains dans cette région du monde<sup>428</sup>. Pour contrôler les communications navales du bassin oriental de l'océan Indien, une région fut l'objet d'une attention particulière, *North West Cape*, sur le littoral de l'Australie Occidentale, précisément au nord-ouest du continent (document 1).



**Document 1 : la région de *North West Cape***

---

<sup>428</sup> « Avec les années, l'Alliance australo-américaine est devenue moins défensive dans sa nature. Par cet accord, une base militaire était implantée au nord-ouest de l'Australie avec l'objectif de transmettre des signaux aux sous-marins américains *Polaris* patrouillant dans l'océan Indien, et probablement au nord de l'Australie », M. Teichmann, *Powers and Policies : Alignments and Realignments in the Indo-Pacific Region*. Melbourne: Cassel, 1970, p. 169.

Idéalement située sur le plan géographique, face au grand océan et non loin des détroits indonésiens, cette région australienne de *North West Cape* abritait, en outre, un golfe naturel à l'abri des regards indiscrets, le golfe d'Exmouth (document 2).



Document 2 : Exmouth (vue satellitaire)

Certes, le site australien était propice à l'installation d'une station de communication navale, mais celle-ci étant américaine, se posait le problème de l'extra-territorialité. Au lendemain de la crise de Cuba, il ne fut pas long à résoudre : l'accord entre Canberra et Washington fut conclu le 9 mai 1963 dans le cadre d'une alliance orientée spécifiquement sur la stratégie nucléaire. Diverses questions sensibles, comme la présence éventuelle d'un embarcadère ou l'utilisation de la baie d'Exmouth pour abriter des sous-marins, furent largement ignorées. Presque rien ne devait filtrer sur la nature de cette coopération militaire stratégique... si ce n'est que l'Australie proposait la location du site pour un minimum de vingt-cinq années. En présentant le projet au Parlement à Canberra, le Ministre des Affaires Extérieures, Barwick, déclarait brièvement que « l'accord couvrait l'établissement d'une station de communication navale, une station radio, ni plus ni moins »<sup>429</sup>. A l'origine de ce projet militaire secret à *North West Cape*, plusieurs facteurs entraient en considération, tous liés aux besoins de la marine américaine et aux motivations des divers gouvernements australiens.

---

<sup>429</sup> A. Watt, *The Evolution of Australian Foreign Policy (1938-1965)*. Cambridge: CUP, 1967, p. 180.

### Une station de communication navale au service du *Polaris*

A la fin des années 50, le monde entier redoutait une guerre nucléaire en raison de l'essor des flottes de bombardiers stratégiques américains et soviétiques. La vision de cet enfer nucléaire tombant du ciel était entretenue dans la culture populaire avec le roman *Alerte Rouge* (1958) ou sa célèbre adaptation cinématographique, le film de Stanley Kubrick *Docteur Folamour* (1964). A la même époque, les Etats-Unis rendaient déjà cette réalité obsolète avec « *Polaris* » : l'apocalypse nucléaire serait déclenchée du fond des océans par les discrets sous-marins (document 3).



Document 3 : représentation du *launch* du *Polaris*

En 1956, le physicien Edward Teller avait pu démontrer lors d'une conférence sur la guerre atomique qu'un sous-marin pouvait emporter des missiles balistiques pourvus d'une tête nucléaire d'une mégatonne... Toutefois, en 1957, la Marine américaine ne disposait alors que de missiles de croisière d'une portée inférieure à 1000 kilomètres. Ainsi, le 12 février 1958, suivant les recommandations de l'Etat-major de la Marine, le Président Eisenhower demandait le lancement de la construction de trois sous-marins stratégiques, dont le navire *USS George Washington* qui devait emporter le système de missile *Polaris* de la première génération (*Polaris A1*)<sup>430</sup>. Quatre ans plus tard, le 20 juillet 1960, après maintes difficultés techniques, *Polaris* était expérimenté avec succès. *Washington* était désormais en mesure de projeter à proximité des côtes de l'ennemi 16 missiles, d'une relative précision, à l'aide d'un seul sous-marin lanceur d'engins (document 4) : il ne s'agissait rien de moins que l'arme de destruction la plus massive de son temps...

<sup>430</sup> « Environ le moitié des sous-marins *Polaris* transporte des missiles *A1* (portée de 1400 miles), *A2* (1700 miles) et les plus modernes avec des *A3* (2870 miles) », T. B. Millar, *Australia's Defence*. Melbourne: MUP Press, 1965, p. 88.



Document 4 : *Polaris*, 16 missiles à la surface

Posséder des armes redoutables, certes, mais pour quels objectifs stratégiques dans l'océan Indien ? Surveiller les voies de l'approvisionnement en pétrole, endiguer l'essor du communisme en Asie du Sud Est, intimider la Chine sur le point d'acquiescer l'arme atomique, frapper l'URSS par le sud en se rapprochant des côtes iraniennes, supplanter la présence britanniques à l'est de Suez... Le renforcement de la présence navale américaine semblait présenter de nombreux avantages, mais l'objectif prioritaire de Washington, incarnation de la superpuissance, était de permettre à sa flotte de s'assurer une suprématie sur l'ensemble des océans du globe. Une seule condition devait être respectée afin de maintenir la bonne navigation des sous-marins et de leurs engins nucléaires, un système de communication navale fiable. L'intérêt primordial de connaître la localisation exacte de ses propres sous-marins n'était plus à démontrer tant ce critère s'avérait indispensable dans la bonne réception des ordres de tirs et l'identification des cibles ennemies. En réalité, les ondes radiophoniques, c'était la seule option technologique possible car en prônant une politique d'apaisement, le Président Eisenhower avait promis d'orienter l'exploitation du premier satellite américain dans l'espace, *Explorer 1*, lancé le 1<sup>er</sup> février 1958, à des fins uniquement civiles.

Il restait encore à trouver un pays allié, tranquille et fiable et dans l'océan Indien, et ce choix pour l'implantation d'une station de communication navale si précieuse s'avérait nécessairement réduit. Ce ne pouvait être encore Diégo Garcia car l'accord avec les Britanniques sur l'implantation des infrastructures militaires américaines ne fut signé qu'en 1966. En fait, l'Australie était plus qu'une option au regard de la coopération, passée et présente, entre Washington et Canberra. L'Australie avait été un

partenaire privilégié en 1942 dans la guerre du Pacifique, pays allié où Mac Arthur trouva refuge après la chute des Philippines<sup>431</sup> et dans l'océan Indien, à Fremantle, ville abritant la base de sous-marins américains la plus active contre la flotte japonaise<sup>432</sup> ; partenaire aussi dans le cadre du contre-espionnage par l'accord UKASA en 1947 sur le partage d'informations confidentielles ; partenaire encore en 1951 dans le cadre de l'accord de défense ANZUS (*Australia-New Zealand-United States*) si précieux dans le Pacifique Occidental ; partenaire aussi dans la station de recherche de géophysique d'Alice Springs en 1955 dont le but était de détecter les essais nucléaires soviétiques ; partenaire enfin en 1960 dans le centre de recherche de Salisbury sur les nouveaux armements militaires (*Weapons Research Establishment*). Avec l'implantation d'une station navale d'une telle valeur stratégique sur sa façade occidentale, l'Australie devenait une plateforme incontournable dans la projection des forces armées américaines dans l'océan Indien, l'un des fronts chauds de la Guerre froide.

### Une Australie désireuse d'être à la pointe

Le désir d'acquérir une technologie de pointe était palpable en Australie, jeune et vaste nation possédant de nombreuses ressources à proximité d'une Asie démesurément inquiétante. Conscients que la suprématie technologique des porte-avions américains avait pu sauver le pays d'une invasion nippone, conscients aussi des réserves disponibles en uranium, savants et experts militaires de l'Après-guerre souhaitaient engager le Cinquième Continent dans « l'aventure atomique ». Ainsi, la nouvelle Université Nationale de Canberra (ANU) se développait largement en 1946 autour de son programme de physique nucléaire. Dans le domaine de la balistique, nul n'oubliait dans le Commonwealth Britannique que Londres avait été ravagée par les fusées allemandes V2 et dès 1946, l'Australie du Sud accueillait à Woomera, dans les déserts centraux, le centre de lancement de missiles australo-britannique (JLRWEP), missiles dont la trajectoire finissait dans l'océan Indien, dans cette région au nord-ouest du vaste continent (document 5).

---

<sup>431</sup> « Les Australiens vivent avec la reconnaissance de la puissance américaine mondiale plus que toute autre nation dans le monde occidental depuis 1942, lorsque le Général Mac Arthur s'est replié des Philippines vers Darwin. L'Australie a été le premier pays du monde contemporain qui a été sauvé par les Américains », D. Horne, *The Lucky Country : Australia in the Sixties*. Melbourne: Penguin Books, 1964, p. 92.

<sup>432</sup> J. Dorvidal, « Fremantle, 1942 : une base alliée majeure en Australie Occidentale », *La Seconde guerre mondiale dans l'océan Indien, Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 246, 2012/2, p. 97-105.



Document 5 : Trajectoire des missiles tirés depuis l'Australie du Sud

En 1952, c'était sur l'île australienne de Montebello que les Britanniques ont pu effectuer leur premier essai nucléaire, toujours dans cette même partie nord-ouest de l'Australie Occidentale, avant de transférer les essais nucléaires à l'intérieur du continent. Membre du club très fermé des puissances nucléaires, le Royaume-Uni avait donc été le premier partenaire militaire de la Guerre froide, choix compréhensible pour une ancienne colonie de l'Empire Britannique. Mais il n'était pas le seul réseau stratégique d'intérêt pour Canberra qui s'intéressait de près à l'espace extra-atmosphérique au début des années soixante : en 1962, l'Australie accueillait le programme européen de lanceurs ELDO (*European Launcher Development Organization*) et l'année suivante, en 1963, s'ouvrait un centre américain d'études sur les véhicules et les matériaux susceptibles de résister à la rentrée dans la stratosphère. Non satisfaite de son statut de « puissance moyenne », l'Australie a donc redoublé d'efforts pour s'inscrire dans des partenariats stratégiques. A présent, la station navale de *North West Cape* permettait l'instauration d'un système de surveillance sur le bassin oriental de l'océan Indien, y compris les îles Cocos et Christmas, possessions australiennes au large<sup>433</sup>. Les distances géographiques à couvrir dans le bassin oriental de l'océan Indien tendent à valoriser chaque infrastructure militaire, même celle modeste sur l'île Cartier (face au Timor), toute base jouant un rôle clé dans les missions de surveillance. Toutefois, la dimension

<sup>433</sup> H. S. Albinski, « *Australia and the Indian Ocean* », in *The Indian Ocean in Global Politics*. Boulder: Westview Press, 1981, p. 59-86.

géostratégique régionale, bien que déterminante, ne doit pas masquer d'autres considérations.

Tout d'abord, le Pacte de Manille mettant en place l'*Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est* (OTASE) à partir de 1954 ne semblait pas offrir une protection défensive comparable à celle de l'OTAN dans l'Atlantique. Ensuite, le Premier Ministre australien, Sir Robert Menzies (1949-1966), fervent soutien de l'intervention militaire franco-britannique sur le canal de Suez en 1956, n'avait pu que constater l'impuissance des Britanniques face à l'ultimatum de l'URSS menaçant la Mère-patrie de destruction atomique. Déclenché en 1963, le conflit de la « *Konfrontasi* » entre la Malaisie et l'Indonésie<sup>434</sup> semblait justifier l'accession à une technologie militaire performante à *North West Cape*, un an plus tôt. La supériorité technologique des installations militaires américaines en Australie, sans cesse rehaussée par de nouveaux investissements, constituait un défi aux puissances asiatiques. Enfin, la décolonisation frappait directement l'Empire Britannique dont l'influence dans l'océan Indien ne cessait de décroître au fil des ans... jusqu'au grand repli stratégique de 1967. Dans le même temps, la présence navale soviétique dans ce même océan s'intensifiait dans les années soixante : sous-marins, destroyers, croiseurs, frégates et transports de troupes participaient progressivement à la formation d'une escadrille hostile stationnant en permanence à l'ouest de l'Australie à partir de 1968<sup>435</sup>. On comprend mieux que les experts australiens de la défense nationale étaient en faveur de l'implantation d'une station navale américaine.

D'une part, les Australiens de l'Ouest (*Westralians*) mesuraient leur véritable isolement géographique, loin des centres névralgiques de Sydney ou de Melbourne à l'autre extrémité du pays et d'autre part, ils étaient préoccupés par l'insignifiance de la Marine Royale australienne au large de leurs côtes, un patrouilleur et une vedette<sup>436</sup>. L'essor de l'activité navale des grandes puissances dans l'océan Indien n'avait pas eu de répercussions immédiates sur le développement de la Marine australienne : un expert de la défense s'inquiétant encore en 1977 de son absence virtuelle au large du continent<sup>437</sup>. A cette époque, la base navale de Cockburn Sound (près de Fremantle) n'était toujours pas achevée alors qu'elle devait abriter une force

---

<sup>434</sup> J. Dorvidal, « Nature et intensité des conflits dans l'aire géostratégique de l'Australasie (1949-1999) », *Des conflits en mutation ? De la Guerre froide aux nouveaux conflits*. Bruxelles, Complexe : 2003, pp. 123-135.

<sup>435</sup> « 53 destroyers légers, 17 croiseurs légers, 8 frégates, 4 croiseurs, 23 destroyers, 45 sous-marins, 6 sous-marins nucléaires, 23 chalands de débarquement... », *Australian and the Indian Ocean Region*, Canberra Gov. Pub. Service, 1976, Appendix A.

<sup>436</sup> « Les deux seuls navires stationnés en permanence sur la côte ouest de l'Australie étaient une vedette et un patrouilleur. Le patrouilleur était armé d'une mitrailleuse et équipé d'une défense anti-aérienne limitée et obsolète », R. Aitchison, *Thanks to the Yanks ? The Americans and Australia*. Melbourne: Sun Books, 1972, p. 130.

<sup>437</sup> H. S. Albinski, *Australian External Policy under Labor Government : Context, Process and the National Debate*. St Lucia: UBCP, 1977, p. 236.



navale de quatre destroyers et trois sous-marins. La présence militaire américaine était donc de nature à les rassurer et à les protéger des soubresauts politiques d'un environnement régional dégradé. En contrepartie, l'Australie recevait l'assurance de Washington que le traité ANZUS, lequel ne concernait initialement que la seule aire Pacifique selon l'article V, s'appliquerait également à l'océan Indien et la Mer de Java<sup>438</sup>. L'espace indioocéanique alors prenait une nouvelle dimension dans l'horizon géostratégique australien<sup>439</sup>.

### ***North West Cape, chronique d'une coopération pas si étroite***

En fait, l'Australie ne pouvait devenir partie intégrante de la dissuasion nucléaire américaine ou bénéficier de l'accès à une technologie militaire de pointe sans contrepartie. L'illustration la plus frappante de ce constat était la notion de « *Joint control* » à *North West Cape*, relevant davantage d'un mythe. En fait, les autorités australiennes n'avaient pas de pouvoir décisionnel sur les activités de la station navale américaine. Dans le protocole d'accord de 1962, il avait été spécifié que le gouvernement australien « pouvait être consulté », mais Canberra n'avait certainement pas un droit de regard sur la gestion des communications émises ou reçues par les sous-marins nucléaires américains. Les députés australiens ignoraient presque tout du fonctionnement de la station de communication navale alors même que ce complexe militaire devait jouer le premier rôle dans l'éventualité d'une guerre nucléaire. A l'exception du député radical Jim Cairns, même le Parti Travailleur australien (*Australian Labour Party*), pourtant favorable à la dénucléarisation de l'hémisphère sud en 1962, s'était progressivement résigné à accepter l'existence de la base étrangère et la présence ici de 1500 militaires américains. En revanche, dès son retour au pouvoir en 1972, l'ALP manifestait son intention de renégocier le problème de la souveraineté nationale. Le point le plus sensible demeurait l'accès des Australiens aux informations confidentielles concernant le pays dans les mains des Américains. Le Premier ministre Whitlam se montrait vindicatif sur le sujet : « L'*Australian Labour Party* ne cédera jamais une once de notre territoire ou ne permettra la moindre diminution des droits de notre Gouvernement et de notre peuple »<sup>440</sup>. La crise d'octobre 1973, en pleine guerre du Kippour, donnait un sens précis à ces mots car le 11 octobre, la station navale se plaça en alerte générale sans que le gouvernement australien fût informé. Le 8 novembre 1973, le Premier Ministre Whitlam déclara, visiblement

---

<sup>438</sup> K. Booth, W. L. Dowdy, « *Structure and Strategy in Indian Ocean Developments Taking Stock* », in *Collectif, The Indian Ocean: Perspectives on a Strategic Arena*. Durha: DUP, 1985, p. 92.

<sup>439</sup> K. McPherson, « *Australian Security Perspectives in the Indian Ocean Region* » in P. V. Rao, *India and Australia : New Horizons*. New Delhi: MP, 2003, p. 3-31.

<sup>440</sup> J. Dorvidal, « *North West Cape, une base stratégique sur la façade occidentale du continent australien* », *Annuaire des Pays de l'Océan Indien*, XVIII, Aix-en-Provence, PUAM, 2006, p. 282.

embarrassé « qu'il s'agit d'un bon exemple pour voir comment une base étrangère sur le sol australien peut être utilisée pour aider à déclencher la 3<sup>e</sup> guerre mondiale sans l'aval ou le consentement de l'Australie »<sup>441</sup>.

Après plusieurs mois de négociation, Canberra réussit à obtenir la création d'un poste d'officier australien de liaison et l'engagement, ici, de trente-cinq militaires nationaux pour la fin de l'année 1974. La Marine australienne obtenait également l'autorisation d'utiliser les services de la station navale pour les communications avec ses bâtiments de guerre. Néanmoins, il était toujours hors de question de partager des informations liées aux ordres de tir des sous-marins nucléaires américains. La question délicate de l'atteinte à la souveraineté territoriale de l'Australie demeurait entière en mai 1978 lorsque le Pentagone omettait d'informer Canberra de la construction d'une nouvelle extension portuaire du site militaire de la baie d'Exmouth, à une époque où les bâtiments de guerre de l'US Navy à propulsion nucléaire se voyaient refuser l'accès aux ports néo-zélandais<sup>442</sup>.

Le problème majeur de cette coopération militaire stratégique, c'était la vérification par les autorités australiennes du respect des clauses de l'accord initial, notamment l'article 3 : « Les communications de la station ne peuvent servir à d'autres intérêts que ceux de la défense », clause relevant purement d'un gage de confiance réciproque entre les deux parties. Mais de quelle défense parle-t-on ? La défense de l'Australie ? La défense des intérêts des Etats-Unis dans la région ? La défense du monde libre lors de l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques en 1979 qui provoqua une nouvelle alerte générale dans toutes les bases américaines en Australie ? La frontière entre « défensive » et « offensive » a toujours été mince dans l'âge atomique de la première frappe (*First strike*). Contrainte toute aussi technique que politique, il doit être noté qu'au nom de la comptabilité des équipements militaires, l'Australie équipait son aviation de chasseur F111 et sa marine de destroyers de la classe « Adams », autant de marqueurs d'une américanisation du Cinquième Continent.

Désagrément d'une autre nature, la station de communication navale exposait l'Australie à l'espionnage des puissances rivales et au contre-espionnage de la CIA, l'influente agence du renseignement américain. La CIA, qui possédait beaucoup plus d'agents dans le pays que le gouvernement travailliste l'avait imaginé, n'était pas sans lien avec la chute du gouvernement travailliste en 1975. Whitlam qui venait de renvoyer les directeurs de l'ASIO (Agence australienne du Renseignement), l'opposant à la station navale de *North West Cape* était jugé trop proche de l'Union Soviétique<sup>443</sup>. En revanche, le gouvernement conservateur de Malcom Fraser

---

<sup>441</sup> *Sydney Morning Herald*, 9 novembre 1973.

<sup>442</sup> R. B. Rais, *The Indian Ocean and the Superpowers*. Croom: Helm, 1986, p. 158.

<sup>443</sup> « L'opinion publique australienne ne saura probablement jamais si la crise de novembre 1975, impliquant les déclarations de la CIA sur les intentions du Premier ministre Whitlam au sujet des complexes stratégiques, était liée à la crise constitutionnelle qui produisit la chute spectaculaire du travailliste. », D. Ball, « *American Bases in Australia* », *Peace Dossier*, n° 1, 1982, p. 4-5.

renouvela, sans discuter, en 1977 et en 1979, l'ensemble des accords militaires bilatéraux avec Washington.

Inévitablement, une technologie finit toujours par être remplacée par une autre. Dans les années quatre-vingt, les progrès du réseau d'espionnage mondial « *Echelon* » et des systèmes satellitaires ont été tels qu'ils ont rendu la station navale de communication de *North West Cape* désuète. En conséquence, la Marine américaine désertait les lieux, le site redevenant possession de la Marine australienne en 1993. Aujourd'hui, une partie de la station navale américaine est à l'abandon et accessible aux touristes présent à Exmouth (document 6).



Document 6 : Les reliques d'un passé naval

Avec le recul on peut également se demander si cette station de communication, base immobile, ne jouait pas un rôle stratégique trop important, constituant une fragilité dans le système de la dissuasion américaine si elle venait à être victime d'une frappe préventive qui laisserait un grand nombre de sous-marins désorientés dans l'océan Indien. Cette question se pose toujours encore aujourd'hui dans le domaine de la surveillance satellitaire car une partie du site stratégique demeure inaccessible, en particulier cette zone où s'érigent des antennes dont certaines dépassent la hauteur de la Tour Eiffel. Inaccessible également, les cartes militaires des stratèges des Etats-majors russes ou chinois afin de déterminer si le site de *North West Cape* est toujours susceptible d'être la cible d'un missile ennemi de longue portée. Etre au cœur d'un réseau stratégique d'un puissant allié présente bien des avantages... mais un inconvénient majeur aussi, celui d'être la victime désignée du feu nucléaire de l'adversaire.